

Serge DASSAULT  
Gérard QUÉVEAU

*LA REVOLUTION  
DE L'EMPLOI*

la **T.P.S.**

  **3,5 %**

la **T**axe

**P**articipation

**S**olidarité

avril 1998

**Charges Sociales Patronales =  
C.S. réduites + T.P.S. à 3,5 %**

**La T.P.S. : une charge sociale  
patronale moderne.**

**Plus on a d'emplois, Moins on paie.**

**« La recherche crée le produit  
le produit crée l'emploi. »**

## **LA REVOLUTION DE L'EMPLOI**

par Serge DASSAULT et Gérard QUÉVEAU

- *Le CHOMAGE en FRANCE est-il une fatalité ?*
- *Pourquoi le chômage frappe-t-il plus la FRANCE que les autres pays industrialisés ?*
- *Est-ce que la baisse des charges sur les seuls bas salaires crée de l'emploi ?*
- *Faut-il réduire le temps de travail, travailler moins tout en gagnant autant ?*
- *Faut-il avancer à 55 ans l'âge de la retraite ?*
- *Est-ce un problème de formation ?*
- *Les parités monétaires sont-elles en cause ?*
- *Qui motive les entrepreneurs à devenir distributeurs plutôt que producteurs ?*
- *Pourquoi les licenciements et les délocalisations rééquilibrent-ils les comptes des entreprises ?*

*et surtout existe-t-il une ou des solutions durables pour la FRANCE dans l'UNION EUROPEENNE avec l'EURO ?*

Afin de savoir si le coût de la protection sociale de chaque famille d'entreprises est justement réparti et connaître son influence en terme de chômage, nous avons étudié les bilans d'entreprises types de différents secteurs d'activité, primaire, secondaire, tertiaire, exportation, importation, recherche, industrie, agriculture, bâtiment, travaux publics, commerce, grande distribution, finance, énergie, PME, artisanat, professions libérales..... Ceci, en partant de statistiques économiques corrigées, car la FRANCE devrait avoir le courage, comme les USA viennent de le faire, grâce aux travaux de son Sénat, de remettre à jour les bases de l'indice des prix, ainsi que des comptes de la balance extérieure et du chômage vrai.

Nous sommes arrivés à plusieurs analyses et constats : d'abord un axiome de base :

**C'est la RECHERCHE qui crée le PRODUIT et c'est le PRODUIT qui crée l'EMPLOI!**

quel que soit le produit physique ou virtuel.

Ensuite nous avons analysé : l'impôt mythique qu'est la TVA, puis la notion de CHIFFRE D'AFFAIRES au regard de la mondialisation des entreprises et enfin, les VRAIES CAUSES du CHOMAGE par ordre d'importance.

**Toutes ces analyses faites, nous sommes arrivés à une CONCLUSION SIMPLE :**

**Il faut absolument réduire de façon importante les taxes et charges sur salaires tout en conservant le même niveau global de prélèvements garants de notre sécurité sociale, de nos retraites, de notre fraternité et notre solidarité.**

*Nous avons procédé à une étude en conservant sur le bulletin de salaire les prélèvements qui concernent seulement le chômage, la retraite du salarié et les accidents de travail.*

**Tous les autres prélèvements** : maladie (Sécurité Sociale), famille (Allocations Familiales), formation, taxe d'apprentissage, logement, et **qui concernent l'ensemble de la nation, sont remplacés** par la Taxe Participation Solidarité, la T.P.S., comme charges patronales.

*Les charges salariales sont remplacées par la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.).*

Voici nos réflexions :

### **I - La TVA**

Création intelligente de Monsieur Maurice LAURE et reprise par l'ensemble du monde industriel, la TVA n'est pas une taxe calculée sur la Valeur Ajoutée ! Pourquoi ?

**La Valeur Ajoutée vraie** comprend les salaires et charges sociales, la taxe professionnelle, la taxe d'apprentissage, la taxe transport, la taxe logement, les autres taxes sur salaires plus le résultat d'exploitation, les dotations aux amortissements et provisions nettes.

La TVA ne prend absolument pas en compte ces données économiques de Valeur Ajoutée pour son calcul.

## La TVA devrait s'appeler : Taxe Ventes moins Achats.

c'est ainsi qu'on la calcule.

C'est cette ambiguïté grave sur le nom de la TVA qui amène régulièrement les législateurs à taxer la Valeur Ajoutée vraie, c'est-à-dire : taxer l'emploi, détaxer l'importation et créer ainsi plus de chômage. La taxation de la Valeur Ajoutée vraie est destructrice d'emplois.

*Créer des taxes "plafond" et des taxes "plancher" en fonction de la Valeur Ajoutée vraie est encore une source supplémentaire de chômage.*

*La TVA sociale prônée par certaine direction de la grande distribution, est une stupidité économique, car si la TVA sociale taxe le produit importé, donc le consommateur, elle ne taxe pas socialement l'importateur et n'incite absolument pas à l'emploi, car elle ne rétablit pas la justice et l'équité fiscales et sociales entre le créateur de produits français créateur d'emplois, et l'importateur délocalisateur.*

*Une TVA "sociale" anesthésierait encore un peu plus la société française en croyant régler les problèmes d'équilibre des comptes sans créer d'emplois, ou plus en augmentant le chômage par une baisse de la consommation. Au-delà de 20 %, la TVA devient perverse, elle endort l'Etat, réduit la consommation, frappe injustement les petits revenus.*

## II - Regardons maintenant la notion de CHIFFRE d'AFFAIRES (C.A.) :

*Toutes les entreprises sont classées en fonction de leur chiffre d'affaires. Les Marges Brutes d'Autofinancement (MBA), le bénéfice, les royalties..... sont toujours exprimés en % du chiffre d'affaires. Bien sûr, le chiffre d'affaires n'engendre pas automatiquement le bénéfice, mais c'est le chiffre d'affaires qui justifie la taille critique ou optimum d'une entreprise, c'est par leur chiffre d'affaires et donc leur possibilité de lever des capitaux que les grosses sociétés absorbent les plus petites à l'échelle de la France ou de la planète. L'importateur ne peut pas tricher avec le chiffre d'affaires, alors qu'il peut tricher avec son bénéfice par l'intermédiaire de sociétés "off-shore".*

Cependant, malgré l'importance du chiffre d'affaires dans l'économie, il n'existe aucun impôt ni calcul fiscal ou social en fonction du chiffre d'affaires depuis la création de la TVA (sauf la C3S Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés).

De plus, la loi de 1967 interdit toutes les taxes cumulatives sur factures et c'est bien ainsi pour le consommateur. Monsieur Maurice LAURE a été un grand visionnaire dans ce domaine, mais il n'a jamais conseillé de mettre toutes les autres taxes sur salaire, comme c'est le cas actuellement.

### III - QUELLES SONT LES CAUSES DU CHÔMAGE ?

*Elles sont multiples, complexes, mais faciles à analyser suivant leur degré de gravité.*

- 1 Les experts économiques sont d'accord pour dire que les **PRELEVEMENTS SOCIAUX** sont une cause première du chômage.

*Actuellement il est prélevé plus de 90 % sur le salaire net, d'où le souci permanent de toutes les entreprises "d'optimiser" l'emploi afin d'équilibrer les budgets.*

- 2 Les **CHARGES** et **TAXES** identiques sur tous les **METIERS** détruisent la recherche, grosse utilisatrice de main-d'œuvre qualifiée, et favorisent l'importation.

*Actuellement on détaxe systématiquement la main-d'œuvre peu qualifiée des importateurs et grandes surfaces, alors qu'on continue à taxer au plafond la main-d'œuvre qualifiée de Recherche et Développement, c'est de "l'avortement industriel".*

*En 1996, en FRANCE, la grande distribution a réalisé 600 milliards de francs de chiffre d'affaires et a payé environ 20 milliards de francs de charges sociales ; dans le même temps, les centres de recherche ont aussi payé 20 milliards de francs de charges sociales pour un chiffre d'affaires de 50 milliards de francs, soit une taxation sociale défavorable à la recherche dans le rapport de 1 à 10, par rapport à la grande distribution.*

- 3 Les aides indirectes aux produits importés par la **TAXATION** de la **Valeur Ajoutée vraie**, en particulier la **Taxe Professionnelle** qui taxe encore un peu plus l'emploi en France.

Bien sûr, les pays en voie de développement doivent s'industrialiser et exporter, mais dans le cadre d'une fiscalité juste pour tous et surtout qui n'avantage pas le seul importateur, comme actuellement en France, sans revenir aux droits de douanes d'un autre siècle.

- 4 Il est évident que **L'AUTOMATION** a amené du chômage, mais nous n'allons pas recréer de l'emploi en revenant aux méthodes de travail d'il y a des années; l'automation fait partie intégrante de notre niveau de vie, nous entrons dans l'ère du virtuel et des robots, et c'est heureux pour l'humanité.

Cependant, une taxe sur les investissements (amortissements) n'est pas à exclure, c'est la part intelligente de la Taxe Professionnelle actuelle (peut-être en appliquant un coefficient pour ne pas pénaliser la productivité).

- 5 La **MONDIALISATION** des marchés et le grossissement des entreprises créent du chômage, si le soutien aux **PME** est insuffisant. Les USA ont su recréer de l'emploi dans leurs PME par le "**Small Business Act**".

- 6 Le retard et l'inadaptation de la **FORMATION**, vient pour nous au 6<sup>e</sup> rang, car la formation est très perfectible par l'apprentissage, l'alternance, les stages.....

*Arrêtons de culpabiliser en permanence l'EDUCATION, car nous avons actuellement, en FRANCE, les chômeurs les mieux formés de la Terre !*

- 7 En dernier lieu, la destruction du **PETIT COMMERCE** et de la **RURALITE** par la grande distribution a amené du chômage en calculant le solde net d'emplois.

Toutefois, la GRANDE DISTRIBUTION a beaucoup de qualités, c'est elle qui a contribué le plus fortement à la baisse de l'inflation. Les grandes surfaces modernes liées au développement de l'automobile deviennent des lieux de rencontre et de convivialité qui ont encore besoin de s'agrandir pour se moderniser et offrir davantage de produits aux consommateurs.

Il serait préférable de leur rendre leur LIBERTE DE SURFACE, tout en TAXANT PROGRESSIVEMENT LES M<sup>2</sup>.

**Laissons le commerce vivre !**

Actuellement la FRANCE a deux fois moins de m<sup>2</sup> de commerce par habitant que les USA, il y a encore une marge de progression.

Toutes ces analyses faites, LA FRANCE doit recréer de l'EMPLOI DURABLE tout en gardant son NIVEAU DE PROTECTION SOCIALE ET DE RETRAITE, même si *des économies intelligentes et consenties restent à faire*. Nous devons donc garder sensiblement le même niveau global de prélèvements. De plus nos propositions doivent respecter les règles de l'organisation Mondiale du Commerce et de l'Union Européenne.

**Alors comment faire ?**

Ce sont les méthodes de calcul des prélèvements sociaux datant de l'époque du plein emploi qui créent toujours plus de chômage et non pas la masse totale de ces prélèvements. Nous sommes persuadés que c'est donc la Fiscalité et la Taxation sur la main-d'œuvre qu'il faut modifier en première urgence.

Nous sommes partisans d'une véritable révolution dans les prélèvements sociaux.

## LA REVOLUTION DE L'EMPLOI

### TAXE PARTICIPATION SOLIDARITE (T.P.S.)

La Taxe Participation Solidarité (T.P.S.) patronale est calculée chaque mois, elle est un pourcentage du chiffre d'affaires hors taxes du mois plus 1/12 des amortissements, plus 1/12 des résultats financiers (positifs ou négatifs) de l'exercice précédent, moins la totalité des salaires bruts du mois.

$$T.P.S. = x \%$$

$$(CA HT du mois + 1/12^e \text{ amortissements} + 1/12^e \text{ résultats financiers} - \text{total salaires})$$

Tous ces chiffres sont aisément identifiables par la comptabilité de chaque entreprise.

*La T.P.S. est conforme à la loi de 1967, car elle ne se calcule pas sur facture et n'est pas cumulative.*

La T.P.S. est compatible avec l'Union Européenne par le principe de subsidiarité.

La T.P.S. taxe uniformément toutes les activités : recherche, production distribution, importation, finance....

Avec une T.P.S. à 3,5 % (entre 3 et 4 %), nous avons voulu conserver les prélèvements sur salaires qui concernent le chômage et la retraite du salarié, ainsi que les caisses complémentaires (mutuelles...). De plus, ces prélèvements continuent à être effectués au niveau du bulletin de paie comme cela est fait dans la majorité des pays industrialisés.

La PHILOSOPHIE de la T.P.S. est :

*"Plus on fait de chiffre d'affaires, c'est-à-dire, plus on a de potentiel économique, plus on paie.*

- Plus on automatise, plus on paie.

- Plus on réalise de résultats financiers, plus on paie.

- A contrario si l'entreprise a des charges financières importantes comme la plupart des PME, la T.P.S. sera diminuée,

**- et surtout la "REVOLUTION DE L'EMPLOI"  
Plus on a d'emplois, moins on paie de taxes.**

La T.P.S. devrait se situer aux alentours de 3 à 4 % (à vérifier par les experts du Ministère de l'Economie et des Finances).

Cette T.P.S. alimenterait :

- l'URSSAF (Sécurité Sociale),
- les Allocations Familiales,
- la Formation,
- la Taxe d'Apprentissage,
- le Logement (0,45 %).

Elle représenterait environ 500 milliards de francs par an (à vérifier par le Ministère de l'Economie et des Finances).

La TAXE PROFESSIONNELLE devrait être modifiée et surtout ne plus prendre en compte la seule Valeur Ajoutée (salaires et investissements).

### La PHILOSOPHIE de la NOUVELLE TAXE PROFESSIONNELLE

(TP) modernisée devrait être :

*"Plus on fait de chiffre d'affaires, plus on paie,  
plus on a d'emplois, moins on paie."*

Voici notre contribution à la relance de l'emploi pour aborder sereinement le XXI<sup>e</sup> siècle dans l'Union Européenne, grâce au développement de la RECHERCHE par une FISCALITE MODERNE :

la TVA

la TPS

la CSG

la TP  
modernisée

*Attention au jour où il y aura un chômeur de trop ! Il y va de notre démocratie, les Français attendent depuis des années des réformes de fond pour l'emploi et cela passe en premier par la réforme des prélèvements sociaux.*

**Serge DASSAULT**

(Ingénieur Polytechnique - SUP AERO)

**Gérard QUÉVEAU**

(Ingénieur Arts et Métiers - EST Aérospatiales)

## LES CAUSES DU CHOMAGE

### La destruction de l'emploi :

- ① - D'ABORD PAR LES CHARGES ET TAXES SOCIALES SUR SALAIRES.

### *Viennent ensuite par ordre d'importance :*

- ② - Les charges sociales identiques sur tous les métiers et appliquées seulement sur salaire détruisent la recherche et favorisent l'importation.
- ③ - Les aides indirectes à l'importation et la délocalisation par la **taxation de la Valeur Ajoutée Vraie** en particulier la **Taxe Professionnelle**.
- ④ - L'**automation**.
- ⑤ - La **mondialisation** des entreprises et des marchés sans accompagnement des **PME**.
- ⑥ - Le retard et l'inadaptation de la **formation**.
- ⑦ - La destruction du petit commerce et de la ruralité par la **grande distribution**.

## CHIFFRE D'AFFAIRES C.A.

La majorité des ratios financiers sont exprimés en % du **Chiffre d'Affaires (C.A.)** :

- le Bénéfice Net,
- la Marge Brute d'Autofinancement,
- la Recherche et Développement (R et D),
- les Investissements,
- les Statistiques de Marché.

**Toutes les entreprises sont classées mondialement en fonction de leur Chiffre d'Affaires.**

- **Le C.A.** (Chiffre d'Affaires) c'est la base des produits financiers, c'est la possibilité de crédit, c'est le factoring.
- C'est l'**accumulation de C.A.** qui amène les monopoles, donc les lois anti-trusts.
- **Le C.A.** (Chiffre d'Affaires) permet seul la vente à perte de certains produits.
- **Le C.A.** (Chiffre d'Affaires) sert de base aux contrats et relations commerciales :
  - les vendeurs payés en % du C.A.
  - les ristournes de fournisseurs
  - les contrats annuels de vente
  - les coûts de location des boutiques des galeries marchandes (pharmacie, vêtements.....)

**→ on ne peut pas tricher sur le Chiffre d'Affaires de produits importés, alors qu'on peut tricher sur les bénéfices de produits importés par transfert sur des sociétés « off-shore ».**

**On peut donc tricher sur la V.A.**

Une **LOI CADRE**  
doit fixer les limites **de prélèvements**  
**autorisés** sur le bulletin de salaire

### Prélèvements autorisés

(Parts salariale et patronale) pour :

- Le chômage (UNEDIC)
- La retraite :  
AGIRRC - ARRCO - COMPLEMENTAIRE
- Les accidents du travail
- Les avantages particuliers de  
l'entreprise :  
CE - PEE - Caisses complémentaires...
- La CSG :  
Contribution Sociale Généralisée.
- Le RDS :  
Remboursement de la Dette Sociale

**Tous les autres prélèvements sociaux** qui concernent l'ensemble de la Nation sont **interdits** sur le bulletin de salaire :

### Prélèvements interdits

- La maladie (Sécurité Sociale)
- La famille (Allocations Familiales)
- La formation - L'apprentissage
- Le logement (0,45 %).
- Le transport

Tous ces prélèvements interdits sur le bulletin de salaire sont remplacés par la **CSG** part salariale et la **T.P.S.** part patronale **à 3,5 %**

**CSG part salariale = 100 MdF (1997)**

**TPS part patronale à 3,5 % = 500 MdF (1997)**

la **T**axe **P**articipation **S**olidarité  
la **T.P.S.**

« La nouvelle  
**TAXE PATRONALE** »

Calculée chaque MOIS au niveau de l'entreprise, et payée à l'ETAT qui la redistribue,  
la **T.P.S.** est un **POURCENTAGE** de la somme :

du **CHIFFRE D'AFFAIRES** du MOIS (CA Hors Taxes)

**Plus** 1/12<sup>e</sup> des **amortissements** (bilan année précédente)

**Plus** 1/12<sup>e</sup> des **résultats financiers** (bilan année précédente)

**Moins** le **TOTAL DES SALAIRES DU MOIS**

*Plus on fait de CHIFFRE D'AFFAIRES Plus on paie*

*Plus on automatise Plus on paie*

*Plus on joue sur les marchés financiers Plus on paie*

**PLUS ON A D'EMPLOIS ----- MOINS ON PAIE**

**T.P.S. = 3 à 4 % de**  
(CA Hors Taxes + 1/12<sup>e</sup> Amortissements + 1/12<sup>e</sup> Résultats Financiers - Total salaires) **3,5 %**

La **T.P.S.** est votée chaque année par le **Parlement** (loi-cadre)

La **T.P.S.** est calculée et payée chaque mois au niveau de l'entreprise

La **T.P.S.** ne se calcule **pas sur factures**

La **T.P.S.** n'est **pas** une **taxe cumulative** (interdite par la loi de 1967)

La **T.P.S.** est compatible avec le principe de **subsidiarité de l'UNION EUROPEENNE**

La **T.P.S.** est la **même** pour toutes les **ENTREPRISES** : recherche, industrie, agriculture, commerce, services, importation...

**T.P.S. à 3,5 %** à vérifier par service **macro-économie** du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget.

**TPS à 3,5 % ≠ 500 MdF (1997)**

## La **T.P.S.** - **T**axe **P**artici **p**ation **S**olidarité à 3,5 % remplace une partie d es charges patronales

**A quoi sert :**  
la **T**axe **P**articipation **S**olidarité ?

à financer :

- 1 - SECURITE SOCIALE .....
- 2 - ALLOCATIONS FAMILIALES .....
- 3 - FORMATION .....
- 4 - TAXE D'APPRENTISSAGE.....
- 5 - LOGEMENT .....
- 6 - TRANSPORT .....

**TPS à 3,5 % ≠ 500 MdF (1997)**

POURCENTAGES % à  
calculer par le service **macroéconomie**  
du Ministère de l'Econo

La **T.P.S.** est votée par le Parlement chaque ann  
dépend d'un accord paritaire entre l'ETAT, les Régions,

**Répartition de :**  
la **T**axe **P**articipation **S**olidarité

- 1 - URSSAF - CRAM ..... —%
- 2 - CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ..... —%
- 3 - FORMATION ..... —%
- 4 - TAXE D'APPRENTISSAGE ..... —%
- 5 - LOGEMENT : CIL ..... —%  
HLM ..... —%
- 6 - TRANSPORT ..... —%

**TOTAL : 100 %**

ée. La répartition de la **T.P.S.** entre les différentes caisses  
les représentants patronaux et salariaux.

## La destruction de l'emploi par les charges et taxes sociales sur salaires

# BULLETIN DE SALAIRE DE 1997

BULLETIN DE SALAIRE ORIGINAL		SALAIRES ET CHARGES SALARIALES					
		SIRET :					
SOCIETE	SECTION	MATRICULE	NOM	FIR-NOM			
<b>1</b>	<b>10</b>	<b>00001</b>	<b>DURAND</b>	<b>PIERRE</b>			
PROFESSION	CLASSIF. NIVEAU/ECHL. COEFF.	PERIODE DE PAIE		DATE DE PAIE			
<b>TECHNIQUE</b>		<b>01/11/96 au 30/11/96</b>		<b>11/12/96</b>			
BASE REMUNERAT.	NP PAIER	BASE HEURES	Taux HORAIRE	SAL. MIN. CATEGORIE	NUMERO BROURTE	SOUSME	
<b>10 000,00</b>						<b>FORFAIT</b>	
CODE	LIBELLE RUBRIQUE	U	NTRE OU BASE	Taux	GAINS	RETENUES	TOTAUX
011	BASE FORFAITAIRE			36	10 000,00		
502	<b>BRUT FISCAL</b>						<b>10 000,00</b>
510	COTISATION SS. MAL.	F	10 000,00	6,90		690,00	
520	COTISATION RETRAITE	F	10 000,00	6,55		655,00	
525	ASSEDIC TR. A	F	10 000,00	3,22		322,00	
536	COTIS. CRIGA TR. 1A	F	10 000,00	1,25		125,00	
538	AMEP TR. A	F	10 000,00	1,87		187,00	
542	PREVOYANCE AGF	F	10 000,00	30		30,00	
660	<b>NET FISCAL</b>						<b>7 981,00</b>
800	CONTRI. SOCIALE GENE F	F	9 500,00	2,40		228,00	
801	C.R.D.S.	F	9 500,00	50,00		47,50	
803	RDS PREVOYANCE AGF	F	104,50	50,00		52	
CONVENTION COLLECTIVE DE LA METALLURGIE DES DEUX SEVRES							
<b>NET IMPOSABLE DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE</b>		<b>TOTAL DES GAINS</b>		<b>TOTAL DES RETENUES</b>		<b>NET A PAYER</b>	
		<b>10 000,00</b>		<b>2295,02</b>		<b>7704,98</b>	

**En 1997 il était prélevé plus de 95 % sur le salaire net, c'est une catastrophe économique, sociale et politique.**

**Cotisations salariales = 500 MdF (1997)**

CHARGES ET TAXES DE L'ENTREPRISE			
LIBELLE RUBRIQUE	BASE	Taux	MONTANT
<b>SECURITE SOCIALE</b>			
MALAD., MATERN., INVALID.	10 000,00	12,80	1280,00
F.N. D'AIDE AU LOGEMENT	10 000,00	0,40	40,00
ALLOCATIONS FAMILIALES	10 000,00	5,40	540,00
ACCIDENT DU TRAVAIL	10 000,00	1,30	130,00
VIEILLESSE SUR PLAFOND	10 000,00	8,20	820,00
ALLOCATIONS LOGEMENT	10 000,00	0,10	10,00
<b>REGIMES COMPLEMENTAIRES</b>			
A.G.F.	10 000,00	1,10	110,00
S.M.I.P.	10 000,00	0,50	50,00
C.P.I.C.A TR. A	10 000,00	4,06	406,00
A.N.E.P.	10 000,00	5,63	563,00
<b>TAXES DIVERSES</b>			
TAXE D'APPRENTISSAGE	10 000,00	0,60	60,00
FORMATION PROFESSIONNELLE	10 000,00	1,40	140,00
C.I.L.	10 000,00	0,45	45,00
COMITE D'ENTREPRISE 1	10 000,00	0,20	20,00
VIEILLESSE SUR BRUT	10 000,00	1,60	160,00
ASSEDIC TR. A + FONDS DE GA.	10 000,00	5,34	534,00
GARANTIE DES SALAIRES	10 000,00	0,25	25,00
COMITE D'ENTREPRISE 2	7 981,00	1,55	123,71
<b>TOTAL DES CHARGES DE L'ENTREPRISE</b>			<b>5 056,71</b>
<b>TAXE PROFESSIONNELLE</b>			<b>225,06</b>
<b>TOTAL DES CHARGES ET TAXES DE L'ENTREPRISE</b>			<b>5 281,77</b>
<b>TOTAL : SALAIRES - INDEMNITES - CHARGES ET TAXES</b>			
RUBRIQUE	BASE	CHARGES SALARIALES	CHARGES PATRONALES
SALAIRE NET CORRESPONDANT A UN TRAVAIL EFFECTIF	7 981,00	2 019,00	5 056,71
SALAIRE COMPLEMENTAIRE NET INDEMNITES IMPOSABLES	7 981,00	2 019,00	5 056,71
SALAIRE NET MOISE : H/TOTAL INDEMNITES NON IMPOSABLES	7 981,00	2 019,00	5 056,71
TAXE PROFESSIONNELLE			225,06
TOTAL VERSE POUR UN MOIS	7 981,00	2 019,00	5 281,77
<b>COUT TOTAL POUR LE MOIS POUR L'ENTREPRISE</b>			<b>15 281,77</b>
<b>Brut Fiscal</b>			<b>10 000,00</b>
<b>Salaire Net</b>			<b>7 704,98</b>
<b>C.S. Patronales = 800 MdF (1997)</b>			
<b>Plus taxes diverses annuelles sur salaire = 50 MdF</b>			
<b>MdF = Milliards de Francs</b>			

Après création de la **T.P.S. (Taxe Participation Solidarité) à 3,5 %**

## NOUVEAU BULLETIN DE SALAIRE

BULLETIN DE SALAIRE ORIGINAL		SALAIRE ET CHARGES SALARIALES SIRET					
NUMERO	SECTEUR	ACTIVITE	NOM	PRENOM			
1	10	00001	DURAND	PIERRE			
PROFESSION	DATE D'ENTREE EN FONCTION	DATE DE DEPART	DATE DE RAP				
TECHNIQUE	1/11/96 au 30/11/96		11/12/96				
BASE BRUT GROSSIER	TYPE PAIE	DATE PAIE	INDICATEUR	INDICATEUR			
9 178,08	FORFAIT						
CODE	LIBELLE RUBRIQUE	U	HEURE OU BASE	TAUX	GAINS	RETENUES	TOTAUX
011	BASE FORFAITAIRE		26		9 178,08		
502	<b>BRUT FISCAL</b>						<b>9 178,08</b>
520	COTISATION RETRAITE	F	9 178,08	6,55		601,16	
529	ASSEDIC TR. A	F	9 178,08	3,22		295,53	
536	COTIS. CRICA TR. A	F	9 178,08	1,35		123,90	
538	ANEP TR. A	F	9 178,08	1,87		171,63	
542	PREVOYANCE AGF	F	9 178,08	0,30		27,53	
600	<b>NET FISCAL</b>						<b>7958,31</b>
800	CONTRI. SOCIALE GENE.	F	8 719,18	2,40		209,26	
801	C.R.D.S.	F	8 719,18	0,50		43,60	
803	RDS PREVOYANCE AGF	F	95,91	0,50		0,48	
CONVENTION COLLECTIVE DE LA METALLURGIE DES DEUX SEVRES							
NET IMPOSABLE DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE		TOTAL DES GAINS	TOTAL DES RETENUES	NET A PAYER			
		9 178,08	1 473,10	<b>7 704,98</b>			

Ainsi sur le salaire Net, il ne serait prélevé que **54 %**.

**Cotisations salariales = 500 MdF (1997)**

CHARGES ET TAXES DE L'ENTREPRISE			
LIBELLE RUBRIQUE	BASE	TAUX	MONTANT
<b>SECURITE SOCIALE</b>			
ACCIDENT DU TRAVAIL	9 178,08	1,30	119,32
VIEILLESSE SUR PLAFOND	9 178,08	8,20	752,60
<b>REGIMES COMPLEMENTAIRES</b>			
A.G.F.	9 178,08	1,10	100,96
S.M.I.P.	9 178,08	0,50	45,89
C.P.I.C.A TR. A	9 178,08	4,06	372,63
A.N.E.P.	9 178,08	5,63	516,73
<b>TAXES DIVERSES</b>			
COMITE D'ENTREPRISE 1	9 178,08	0,20	18,36
VIEILLESSE SUR BRUT	9 178,08	1,60	146,85
Assedic TR. A + FONDS DE GA.	9 178,08	5,34	490,11
GARANTIE DES SALAIRES	9 178,08	0,25	22,95
COMITE D'ENTREPRISE 2	7 958,31	1,55	123,35
<b>TOTAL DES CHARGES DE L'ENTREPRISE</b>			<b>2 709,74</b>
<b>TOTAL DES CHARGES ET TAXES DE L'ENTREPRISE</b>			<b>2 709,74</b>
<b>TOTAL : SALAIRES - INDEMNITES - CHARGES ET TAXES</b>			
RUBRIQUE	BASE	CHARGES SALARIALES	CHARGES PATRONALES
SALAIRE NET CORRESPONDANT A UN TRAVAIL EFFECTIF	7 958,31	1 219,77	2 709,74
SALAIRE COMPLEMENTAIRE NET INDEMNITES IMPOSABLES			
SALAIRE NET FISCAL : S/TOTAL	7 958,31	1 219,77	2 709,74
INDEMNITES NON IMPOSABLES			
SALAIRE NET VERSE : S/TOTAL	7 958,31	1 219,77	2 709,74
TOTAL VERSE POUR CE MOIS	7 958,31	1 219,77	2 709,74
<b>COUT TOTAL POUR LE MOIS POUR L'ENTREPRISE</b>			<b>11 887,82</b>
<b>Brut Fiscal</b>			<b>9 178,08</b>
<b>Salaire Net</b>			<b>7 704,98</b>

**C.S. Patronales réduites = 400 MdF (1997)**

**en plus les entreprises paieront la T.P.S à 3,5 % = 500 MdF**

**Les taxes diverses sur salaires : Formation, Apprentissage, Logement, Transport sont supprimées par la création de la T.P.S**

## BULLETIN DE SALAIRE 1997

Salaire Brut : 10 000,00 F	<b>Charges et taxes patronales</b>
Retenues	5 281,77 F
Salariales : 2 295,02 F	+ Salaire Brut : 10 000,00 F
<b>Salaire Net</b>	<b>Coût total pour l'entreprise</b>
pour le salarié <b>7 704,98 F</b>	<b>15 281,77 F</b>

**Soit 95 % de prélèvement  
sur le salaire Net.**

**Donc avec ce bulletin de salaire 1997 :**  
**"Plus l'entreprise supprime de  
l'emploi plus elle s'enrichit."**

## NOUVEAU BULLETIN DE SALAIRE après création de la **T.P.S. à 3,5 %**

Salaire Brut : 9 178,08 F	<b>Charges et taxes patronales</b>
Retenues	2 709,74 F
Salariales : 1 473,10 F	+ Salaire Brut : 9 178,08 F
<b>Salaire Net</b>	<b>Coût total</b>
pour le salarié <b>7 704,98 F</b>	<b>11 887,82 F</b>
	<b>PLUS</b>
	la <b>T.P.S. à 3,5 %</b>
	(voir les exemples pages 31 à 48)

- La **T.P.S.** est créatrice d'emplois car plus on a d'emplois moins on paie de **T.P.S.**
- La **T.P.S.** permettrait une hausse des salaires et donc de pouvoir d'achat.
- La **T.P.S.** relance le dialogue social.
- La **T.P.S.** permettrait aussi de passer aux 35 heures sans charges supplémentaires pour les entreprises.

## L'ECONOMIE FRANÇAISE 1997

### IMPOTS ET TAXES

P.I.B. :	7 900 MdF
P.I.B. = Sommes des valeurs Ajoutées privés et publiques + TVA + droits de douanes - subventions importation	
P.I.B. total =	7 900 MdF
P.I.B. marchand =	6 500 MdF
P.I.B. non marchand =	1 400 MdF
<b>Sommes Valeur Ajoutée des entreprises =</b>	<b>4 500 MdF</b>
Budget FRANCE	1 500 MdF
I.R.P.P.	300 MdF
B.I.C.	140 MdF
<b>C.S.G.</b>	<b>100 MdF</b>
<i>(assiette 4 500 MdF)</i>	
T.V.A.	700 MdF
<b>Taxe Professionnelle</b>	<b>170 MdF</b>
dont Etat	50 MdF
et Entreprises	120 MdF
<b>Amortissements</b>	<b>170 MdF</b>
Solde entre résultats et frais financiers	/

### SOCIAL

<b>Masse salariale Brute</b>	<b>4 000 MdF</b>
dont Fonctionnaire Etat	500 MdF
Collectivité Locale	400 MdF
Grandes Sociétés et Organisme Nationaux	150 MdF
Budget social total <i>(y compris retraites et pensions de tous les français)</i>	2 300 MdF
<b>Régime général</b>	<b>1 200 MdF</b>
dont Ass. Maladie	600 MdF
Ass. Vieillesse	350 MdF
All. Familiales	250 MdF
<b>Cotisations Employeurs</b>	<b>800 MdF</b>
<b>Cotisations Salariés</b>	<b>500 MdF</b>
Cotisations Indépendants	100 MdF
Taxes Diverses sur salaires	50 MdF
+ Régimes Complémentaires	

### PRODUCTION/SERVICES

<b>Total CA entreprises</b>	<b>15 000 MdF</b>
Services marchands	1 600 MdF
Services non marchands	100 MdF
Importation	1 300 MdF
Exportation	1 480 MdF
Consommation ménages	800 MdF
Produits manufacturés	1 100 MdF
Consommation	
Réparation Artisanat	50 MdF
Production agricole	300 MdF
Taxe Apprentissage	5 MdF
<b>Format professionnelle</b>	<b>140 MdF</b>
dont Etat	60 MdF
<b>Aide à l'Emploi</b>	<b>140 MdF</b>
% Logement	/

### EMPLOIS

Fonctionnaires	3 000 000
Industrie	4 000 000
Agriculture	1 000 000
Tertiaire	8 200 000
Transport	800 000
B.T.P.	1 100 000
Grande distribution	400 000
Commerce	2 000 000
Artisanat	2 000 000
<b>TOTAL EMPLOIS en FRANCE</b>	<b>22 500 000</b>
Emplois aidés <i>(salaires &lt; 1,30 SMIC)</i>	1 500 000 emplois

(chiffres arrondis en **MdF : Milliards de Francs** à vérifier par le Ministère de l'Economie et des Finances et par l'INSEE)

**NOUVELLES CHARGES SOCIALES**

**PRELEVEMENT SUR LE BULLETIN DE PAIE**  
 Accidents de travail - chômage - retraite

**LA TAXE PARTICIPATION SOLIDARITE - T.P.S. à 3,5 %****PATRONALES REDUITES**

**IN DE PAIE (donc sur salaire)**  
 (vieillesse) - régimes complémentaires - C.E.

**LA TAXE PARTICIPATION SOLIDARITE - T.P.S. à 3,5 %****400 MdF****500 MdF**

Proposition Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

$$\text{T.P.S.} = 3,5 \% \text{ (CA Hors Taxes} + \frac{1}{12} \text{è Amortissements} + \frac{1}{12} \text{è Résultats Financiers} - \text{Total salaires)}$$

*Plus on fait du chiffre d'affaires plus on paie, Plus on a d'emplois moins on paie*

**LA TAXE PARTICIPATION SOLIDARITE - LA T.P.S. à 3,5 %**

(chiffres arrondis en milliards de Francs à vérifier par le Ministère de l'Economie et des Finances et par l'INSEE)

**Charges Patronales 1997**

<b>C.S. Patronales actuelles</b> .....	<b>800 MdF</b>
Taxes diverses sur salaires.....	50 MdF
<b>Formation Professionnelle</b>	
Entreprises.....	80 MdF
<b>% Logement</b> .....	/
<b>Taxe Professionnelle Entreprises</b> .....	120 MdF

1 000 Milliards de Francs      **# 1 000 MdF**

**PROPOSITION DASSAULT - QUEVEAU avec T.P.S. à 3,5 %**

<b>C.S. Patronales réduites</b> .....	<b>400 MdF</b>
Chômage - Retraite - Accidents de travail	
Assurances complémentaires	
<b>+ T.P.S. à # 3,5 %</b> .....	<b>500 MdF</b>
pour Sécurité Sociale	
.....Allocations Familiales	
.....Formation	
.....Taxe Apprentissage	
.....% Logement	
.....Transport	
<b>Taxe Professionnelle Entreprises</b> .....	120 MdF

**# 1 000 MdF**

Dans les 2 cas, les ordres de grandeurs sont conservés. Il reste à calculer les % exacts de T.P.S. - le plafond éventuel de T.P.S. et les coefficients à appliquer aux différents paramètres de la T.P.S. Ceci est une décision politique de haut niveau.

## EXEMPLES CHIFFRES DE T.P.S.

VALEURS 1997

**T.P.S. à 3,5 %**

**T.P.S. annuel = 500 MdF  
+ charges sociales réduites  
= 400 MdF**

**C'est la RECHERCHE qui crée le PRODUIT  
et c'est le PRODUIT qui crée l'EMPLOI!**

**Un nouveau Ratio : Taxe Sociale Patronale  
« Plus on a d'emplois moins on paie de taxes »**

MdF : Milliards de Francs

**Les 20 % de V.A.** sont calculés en partant de la **V.A.** avec **Charges Sociales Patronales Actuelles (1997)**.  
Si la **V.A.** écart retenue comme base de Charges Sociales Patronales, elle serait peu différente des chiffres indiqués sur les tableaux.

30

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

**C'est la Recherche qui crée le Produit  
C'est Le Produit qui crée l'Emploi**

### BUREAU D'ETUDES AUTOMOBILES

183 emplois - C.A. : 104 MF

	ANNUEL (kF)	MENSUEL (kF)
<b>C.A. :</b>	104 500	8 710
Amortissements :	4 560	380
Résultats financiers :	- 1 220	- 100
Salaires bruts :	- 34 200	- 2 850
<b>Base T.P.S. :</b>	<b>73 640</b>	<b>6 140</b>
<b>Nombre d'emplois :</b>	<b>183</b>	
<b>T.P. :</b>	<b>2 380</b>	<b>200</b>
<b>V.A. :</b>	<b>53 300</b>	<b>4 440</b>
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>10 660</b>	
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>15 220</b>	<b>1 270</b>
<b>C.S. réduites :</b>	<b>5 813</b>	<b>485</b>
<b>T.P.S. à 3,5 % :</b>	<b>2 577</b>	<b>215</b>
<b>T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :</b>	<b>8 390</b>	<b>700</b>

% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (kF)
.....	.....	571 kF
33%		
2%	6%	13 kF
51%	155%	291 kF
		<b>58 kF</b>
14%	44%	<b>83 kF</b>
5%	16%	32 kF
2%	7%	14 kF
8%	24%	<b>46 kF</b>

Chiffre d'affaires = Salaires bruts = 70 300 kF  
Valeur ajoutée = Salaires bruts = 19 100 kF

384 kF  
104 kF

31

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

C'est la Recherche qui crée le Produit  
C'est Le Produit qui crée l'Emploi

## INSTITUT DE RECHERCHE MEDICALE

2 740 emplois - C.A. : 927 MF

32

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	927 061	77 260			338 kF
Amortissements :	99 907	8 330			
Résultats financiers :	39 307	3 280			
Salaires bruts :	-324 228	-27 020	35%		
Base T.P.S. :	742 047	61 850			
Nombre d'emplois :	<b>2740</b>				
<b>T.P. :</b>	19 396	1 620	2%	6%	7 kF
<b>V.A. :</b>	450 727	37 560	49%	139%	164 kF
20 % de V.A. :	<b>90 145</b>				<b>33 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>144 363</b>	12 030	15%	44%	<b>53 kF</b>
C.S. réduites :	55 122	4 595	6%	17%	20 kF
T.P.S. à 3,5 % :	25 972	2 165	3%	8%	9 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>81 094</b>	6 760	9%	25%	<b>30 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		602 833 kF			220 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		126 499 kF			46 kF

## FABRICANT D'AUTOBUS

441 emplois - C.A. : 532 MF

33

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	532 259	44 350			1 207 kF
Amortissements :	8 714	730			
Résultats financiers :	-8 113	-680			
Salaires bruts :	-64 646	-5 390	12%		
Base T.P.S. :	468 214	39 010			
Nombre d'emplois :	<b>441</b>				
<b>T.P. :</b>	4 899	410	1%	7%	11 kF
<b>V.A. :</b>	110 355	9 200	21%	171%	250 kF
20 % de V.A. :	<b>22 071</b>				<b>50 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>27 272</b>	2 270	5%	42%	<b>62 kF</b>
C.S. réduites :	10 994	915	2%	17%	25 kF
T.P.S. à 3,5 % :	16 387	1 365	3%	25%	37 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>27 381</b>	2 280	5%	42%	<b>62 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		467 613 kF			1 060 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		45 709 kF			104 kF

## CARROSSERIE AUTOMOBILE

1 620 emplois - C.A. : 1 486 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)
<b>C.A. :</b>	1 486 000	123 830
Amortissements :	35 250	2 940
Résultats financiers :	-19 600	-1 630
Salaires bruts :	-204 300	-17 030
Base T.P.S. :	1 297 350	108 110
Nombre d'emplois :	<b>1 620</b>	
<b>T.P. :</b>	9 620	800
<b>V.A. :</b>	315 551	26 300
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>63 110</b>	
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>89 660</b>	7 470
C.S. réduites :	34 733	2 896
T.P.S. à 3,5 % :	45 407	3 784
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>80 140</b>	6 680

	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
	.....	.....	917 kF
	14%		
	1%	5%	6 kF
	21%	154%	195 kF
			<b>39 kF</b>
	6%	44%	<b>55 kF</b>
	2%	17%	21 kF
	3%	22%	28 kF
	5%	39%	<b>49 kF</b>

Chiffre d'affaires = Salaires bruts = 1 281 700 kF  
 Valeur ajoutée = Salaires bruts = 111 251 kF

791 kF  
69 kF

34

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVENAU

## CONSTRUCTION NAVALE

4 249 emplois - C.A. : 4 715 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)
<b>C.A. :</b>	4 715 113	392 930
Amortissements :	86 096	7 170
Résultats financiers :	53 287	4 440
Salaires bruts :	-716 294	-59 690
Base T.P.S. :	4 138 202	344 850
Nombre d'emplois :	<b>4 249</b>	
<b>T.P. :</b>	21 483	1 790
<b>V.A. :</b>	1 203 142	100 260
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>240 628</b>	
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>323 458</b>	26 950
C.S. réduites :	121 770	10 150
T.P.S. à 3,5 % :	144 837	12 070
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>266 607</b>	22 220

	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
	.....	.....	1 110 kF
	15%		
	0,4%	3%	5 kF
	25%	168%	283 kF
			<b>57 kF</b>
	7%	45%	<b>76 kF</b>
	2%	17%	29 kF
	3%	20%	34 kF
	5%	37%	<b>63 kF</b>

Chiffre d'affaires = Salaires bruts = 3 998 819 kF  
 Valeur ajoutée = Salaires bruts = 486 848 kF

941 kF  
115 kF

35

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVENAU

## CONSTRUCTEUR D'AVIONS

9 300 emplois- C.A. : 9 811 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)
<b>C.A. :</b>	9 811 150	817 600
Amortissements :	262 016	21 830
Résultats financiers :	158 865	13 240
Salaires bruts :	-2 262 440	-188 540
<b>Base T.P.S. :</b>	7 969 591	664 130
Nombre d'emplois :	<b>9 300</b>	
<b>T.P. :</b>	128 042	10 670
<b>V.A. :</b>	3 911 504	325 960
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>782 301</b>	
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>1 089 300</b>	90 780
C.S. réduites :	384 612	32 055
T.P.S. à 3,5 % :	278 936	23 245
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>663 548</b>	55 300

Chiffre d'affaires = Salaires bruts = 7 548 710 kF  
 Valeur ajoutée = Salaires bruts = 1 649 064 kF

	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
	.....	.....	1 055 kF
	23%		
	1%	5%	14 kF
	40%	173%	421 kF
			<b>84 kF</b>
	11%	48%	<b>117 kF</b>
	4%	17%	41 kF
	3%	12%	30 kF
	7%	29%	<b>71 kF</b>

812 kF  
177 kF

36

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVENU

## BANQUE REGIONALE

2 311 emplois - C.A. : 642 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)
<b>C.A. :</b>	642 926	53 580
Amortissements :	38 948	3 250
Résultats financiers :	737 635	61 470
Salaires bruts :	-463 160	-38 600
<b>Base T.P.S. :</b>	956 349	79 700
Nombre d'emplois :	<b>2 311</b>	
<b>T.P. :</b>	22 634	1 890
<b>V.A. :</b>	871 631	72 600
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>174 326</b>	
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>212 203</b>	17 680
C.S. réduites :	78 734	6 560
T.P.S. à 3,5 % :	33 472	2 790
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>112 206</b>	9 350

Chiffre d'affaires = Salaires bruts = 179 766 kF  
 Valeur ajoutée = Salaires bruts = 408 471 kF

	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
	.....	.....	278 kF
	72%		
	3%	5%	10 kF
	135%	188%	377 kF
			<b>75 kF</b>
	33%	46%	<b>92 kF</b>
	12%	17%	34 kF
	5%	7%	14 kF
	17%	24%	<b>48 kF</b>

78 kF  
177 kF

37

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVENU

## ENTREPRISE BTP

### 62 emplois - C.A. : 41 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	41 831	3 490	.....	.....	675 kF
Amortissements :	1 580	130			
Résultats financiers :	303	30			
Salaires bruts :	-6 396	-530	15%		
Base T.P.S. :	37 318	3 120			
Nombre d'emplois :	<b>62</b>				
<b>T.P. :</b>	529	40	1 %	8 %	9 kF
<b>V.A. :</b>	11 447	950	27%	179 %	185 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>2 289</b>				<b>37 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>4 090</b>	340	10%	64%	<b>66 kF</b>
C.S. réduites :	1 085	91	3%	17%	17 kF
T.P.S. à 3,5 % :	1 306	109	3%	20%	21 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>2 391</b>	200	6%	37%	<b>39 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		35 435 kF			572 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		5 051 kF			81 kF

38

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## ATELIER DE CONFECTION

### 267 emplois - C.A. : 32 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	32 381	2 700	.....	.....	121 kF
Amortissements :	618	50			
Résultats financiers :	613	50			
Salaires bruts :	-21 018	-1 750	65%		
Base T.P.S. :	12 594	1 050			
Nombre d'emplois :	<b>267</b>				
<b>T.P. :</b>	936	80	3 %	4 %	3,50 kF
<b>V.A. :</b>	29 155	2 430	90%	139 %	109 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>5 831</b>				<b>22 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>7 280</b>	610	22%	34%	<b>27 kF</b>
C.S. réduites :	3 573	293	11%	17%	13 kF
T.P.S. à 3,5 % :	441	37	1%	2%	2 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>4 014</b>	330	12%	19%	<b>15 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		11 363 kF			43 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		8 137 kF			30 kF

39

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

### 52 emplois - C.A. : 134 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	134 318	11 190	.....	.....	2 583 kF
Amortissements :	496	40			
Résultats financiers :	440	40			
Salaires bruts :	-6 888	-570	5%		
Base T.P.S. :	128 366	10 700			
Nombre d'emplois :	<b>52</b>				
<b>T.P. :</b>	445	40	0,3 %	6 %	9 kF
<b>V.A. :</b>	11 248	940	8 %	163 %	216 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>2 250</b>				<b>43 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>2 801</b>	230	2%	40%	<b>54 kF</b>
C. S réduites :	1 172	96	1%	17 %	22 kF
T.P.S. à 3,5 % :	4 493	374	3%	65%	86 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>5 665</b>	470	4%	82 %	<b>109 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		127 430 kF			2 451 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		4 360 kF			84 kF

40

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

### 87 emplois - C.A. : 182 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	182 512	15 210	.....	.....	2 098 kF
Amortissements :	1 338	110			
Résultats financiers :	-2 847	-240			
Salaires bruts :	-11 283	-940	6%		
Base T.P.S. :	169 720	14 140			
Nombre d'emplois :	<b>87</b>				
<b>T.P. :</b>	451	40	0,2 %	4 %	5 kF
<b>V.A. :</b>	23 485	1 960	13%	208 %	270 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>4 697</b>				<b>54 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>4 693</b>	390	2%	41%	<b>54 kF</b>
C. S réduites :	1 919	155	1%	17%	22 kF
T.P.S. à 3,5 % :	5 940	495	3%	53%	68 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>7 859</b>	650	4%	70 %	<b>90 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		171 229 kF			1 968 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		12 202 kF			140 kF

41

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## FABRICANT ET IMPORTATEUR MATERIEL TP

773 emplois - C.A. : 1 795 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	1 795 568	149 630	.....	.....	2 323 kF
Amortissements :	16 462	1 370			
Résultats financiers :	11 195	930			
Salaires bruts :	-1 421 36	-11 840	8 %		
Base T.P.S. :	1 681 089	140 090			
Nombre d'emplois :	<b>773</b>				
<b>T.P. :</b>	7 279	610	0,4 %	5 %	9 kF
<b>V.A. :</b>	394 667	32 890	22 %	277 %	511 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>78 933</b>				<b>102 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>58 522</b>	4 880	3 %	41 %	<b>76 kF</b>
C.S. réduites :	24 163	2 017	1 %	17 %	31 kF
T.P.S. à 3,5 % :	58 838	4 903	3 %	41 %	76 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>83 001</b>	6 920	5 %	58 %	<b>107 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =			1 653 432 kF		2 139 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =			252 531 kF		327 kF

42

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## QUINCAILLERIE

16 emplois - C.A. : 11 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
<b>C.A. :</b>	11 618	970	.....	.....	726 kF
Amortissements :	223	20			
Résultats financiers :	-139	-10			
Salaires bruts :	-1 440	-120	12 %		
Base T.P.S. :	10 262	860			
Nombre d'emplois :	<b>16</b>				
<b>T.P. :</b>	52	4	0,4 %	3 %	3 kF
<b>V.A. :</b>	2 794	230	24 %	194 %	175 kF
<b>20 % de V.A. :</b>	<b>559</b>				<b>35 kF</b>
<b>C.S. patronales actuelles :</b>	<b>591</b>	50	5 %	41 %	<b>37 kF</b>
C.S. réduites :	249	16	2 %	17 %	16 kF
T.P.S. à 3,5 % :	359	30	3 %	25 %	22 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>608</b>	46	5 %	42 %	<b>38 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =			10 178 kF		636 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =			1 354 kF		85 kF

43

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUEVEAU

## SUPERETTE

36 emplois - C.A. : 84 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
C.A. :	84 338	7 030	.....	.....	2 343 kF
Amortissements :	1 090	90			
Résultats financiers :	-227	-20			
Salaires bruts :	-4 044	-340	5%		
Base T.P.S. :	81 157	6 760			
44 Nombre d'emplois :	<b>36</b>				
T.P. :	282	20	0,3 %	7 %	8 kF
V.A. :	7 606	630	9 %	188 %	211 kF
20 % de V.A. :	<b>1 521</b>				<b>42 kF</b>
C.S. patronales actuelles :	<b>1 592</b>	130	2 %	39 %	<b>44 kF</b>
C.S. réduites :	688	53	0,8 %	17 %	19 kF
T.P.S. à 3,5 % :	2 840	237	3 %	70 %	79 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>3 528</b>	290	4 %	87 %	<b>98 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		80 294 kF			2 230 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		3 562 kF			99 kF

44

© 1999 - Serge DASSAULT - Gérard GUYÉVAU

Arrêtons de détaxer les bas salaires de la grande distribution

## HYPERMARCHÉ

300 emplois - C.A. : 769 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
C.A. :	769 964	64 160	.....	.....	2 567 kF
Amortissements :	2 348	200			
Résultats financiers :	6 195	520			
Salaires bruts :	-37 092	-3 090	5%		
Base T.P.S. :	741 415	61 790			
45 Nombre d'emplois :	<b>300</b>				
T.P. :	1 907	160	0,2 %	5 %	6 kF
V.A. :	100 433	8 370	13 %	271 %	335 kF
20 % de V.A. :	<b>20 087</b>				<b>67 kF</b>
C.S. patronales actuelles :	<b>15 867</b>	1 320	2 %	43 %	<b>53 kF</b>
C.S. réduites :	6 303	527	1 %	17 %	21 kF
T.P.S. à 3,5 % :	25 950	2 163	3 %	70 %	86,50 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>32 253</b>	2 697	4 %	87 %	<b>107 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		732 872 kF			2 443 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		63 341 kF			211 kF

45

© 1999 - Serge DASSAULT - Gérard GUYÉVAU

## COMMERCE ELECTRONIQUE 2010 emplois - C.A. : 2413 MF

46

© 1998 - Serge DASSAULT - Grand QUESNAY

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
C.A. :	2413 517	201 130	.....	.....	1 201 kF
Amortissements :	50 809	4 230			
Résultats financiers :	8 428	700			
Salaires bruts :	-277 840	-23 150	12%		
Base T.P.S. :	2 194 914	182 910			
Nombre d'emplois :	<b>2010</b>				
T.P. :	18 589	1 550	1 %	6 %	9 kF
V.A. :	438 917	36 580	18%	158 %	218 kF
20 % de V.A. :	<b>87 783</b>				<b>44 kF</b>
C.S. patronales actuelles :	<b>123 922</b>	10 330	5%	44%	<b>62 kF</b>
C.S. réduites :	47 229	3 938	2 %	17%	24 kF
T.P.S. à 3,5 % :	76 822	6 402	3%	27%	38 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>124 051</b>	10 340	5%	44%	<b>62 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		2 135 677 kF			1 063 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		161 077 kF			80 kF

## IMPORTATEUR AUTOMOBILE 1 691 emplois - C.A. : 10 266 MF

47

© 1998 - Serge DASSAULT - Grand QUESNAY

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
C.A. :	10 266 730	855 560	.....	.....	6 071 kF
Amortissements :	49 277	4 110			
Résultats financiers :	-38 719	-3 230			
Salaires bruts :	-293 776	-24 480	3%		
Base T.P.S. :	9 983 512	831 960			
Nombre d'emplois :	<b>1 691</b>				
T.P. :	17 530	1 460	0,2 %	6 %	10 kF
V.A. :	657 388	54 780	6%	224 %	389 kF
20 % de V.A. :	<b>131 478</b>				<b>78 kF</b>
C.S. patronales actuelles :	<b>146 875</b>	12 240	1%	50%	<b>87 kF</b>
C.S. réduites :	49 937	4 161	0,4 %	17%	30 kF
T.P.S. à 3,5 % :	349 423	29 119	3%	119%	207 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>399 360</b>	33 280	4%	136 %	<b>236 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =		9 972 954 kF			5 898 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =		363 612 kF			215 kF

**CENTRALE D'ACHATS**  
920 emplois - C.A. : 11 411 MF

	ANNUEL (KF)	MENSUEL (KF)	% C.A.	% Salaire	Annuel par emploi (KF)
C.A. :	11 411 555	950 960	.....	.....	12 404 kF
Amortissements :	33 348	2 780			
Résultats financiers :	8 163	680			
Salaires bruts :	-152 433	-12 700	1 %		
Base T.P.S. :	11 300 633	941 720			
Nombre d'emplois :	<b>920</b>				
T.P. :	7 260	610	0,1 %	5 %	8 kF
V.A. :	354 352	29 530	3 %	232 %	385 kF
20 % de V.A. :	<b>70 870</b>				<b>77 kF</b>
C.S. patronales actuelles :	<b>72 962</b>	6 080	1 %	47 %	<b>79 kF</b>
C.S. réduites :	25 918	2 160	0,2 %	17 %	28 kF
T.P.S. à 3,5 % :	395 522	32 960	3 %	259 %	430 kF
T.P.S. à 3,5 % + C.S. réduites :	<b>421 440</b>	35 120	3 %	276 %	<b>458 kF</b>
Chiffre d'affaires = Salaires bruts =	11 259 122 kF				12 238 kF
Valeur ajoutée = Salaires bruts =	201 919 kF				219 kF

48 © 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVENAU

*Plus on fait de CHIFFRE D'AFFAIRES*

*Plus on paie*

*Plus on automatise*

*Plus on paie*

*Plus on joue sur les marchés financiers*

*Plus on paie*

49 © 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVENAU

**PLUS ON A D'EMPLOIS**

**MOINS ON PAIE**

# La TVA

La TVA est un impôt intelligent indispensable mais pervers lorsqu'il dépasse 20 %

La TVA n'est pas une Taxe sur la Valeur Ajoutée

Tout en conservant son calcul actuel, il y a lieu de changer sa dénomination :

**TVA = Taxe Ventes moins Achats**

## La VALEUR AJOUTEE

Dans un produit « made in FRANCE », la Vraie Valeur Ajoutée comprend : les salaires et charges sociales, la taxe professionnelle, la taxe d'apprentissage et autres taxes sur salaires, plus le résultat d'exploitation, et les dotations aux amortissements et provisions nettes.

Si on taxe la Vraie Valeur Ajoutée, seuls les produits « made in FRANCE » seront taxés et non les produits importés.

La taxation de la Vraie Valeur Ajoutée est destructrice d'emplois.

## La TVA SOCIALE

La TVA sociale, prônée par la grande distribution, est une stupidité, car elle ne rétablit pas la justice fiscale entre le créateur de produits français (secondaire et tertiaire) donc créateur d'emplois en FRANCE, et l'importateur destructeur d'emplois.

# La V.A.

**V.A. :** Valeur Ajoutée : qui comprend les salaires et charges sociales, les taxes : professionnelle, apprentissage, et autres taxes sur salaire + le résultat d'exploitation dont les dotations aux amortissements et prévisions nettes.

Un calcul des charges sociales patronales basé sur la V.A. (Valeur Ajoutée) devrait obligatoirement tenir compte des 2 critères suivants :

1 - Intégrer une partie du chiffre d'affaires. En effet, les importateurs et grandes centrales d'achats peuvent tricher sur la V.A. au poste "comptes d'exploitation" en détournant tout ou partie de leurs bénéfices sur des comptes « off-shore » ; ils ne peuvent pas tricher sur leur C.A. (Chiffre d'Affaires).

2 - La V.A. (Valeur Ajoutée) devrait être diminuée de la totalité des salaires bruts :

- afin de favoriser les créateurs d'emplois par rapport aux délocalisateurs,
- d'aider la recherche grosse utilisatrice de main-d'œuvre hautement qualifiée,
- et d'inciter les entreprises à embaucher "plus on a d'emplois, moins on paie".

**Taxe mini sur V.A. : 20 %**

## LA REDUCTION DES CHARGES SOCIALES SUR LES BAS SALAIRES

- Cette mesure coûte des dizaines de milliards de francs payés par les impôts des Français.

### EFFETS POSITIFS

- Elle aide les industries de main-d'œuvre bon marché : *habillement, chaussure, services et petit commerce.*

### EFFETS PERVERS

- Cette mesure n'est pas en conformité avec l'Union Européenne.
  - Elle ne favorise absolument pas la recherche.
  - Elle aide les délocalisateurs, les destructeurs d'emplois, les importateurs, la grande distribution.

Gros utilisateurs de bas salaires

- Ce ne sont pas les bas salaires qu'il faut détaxer.
- Ce sont les métiers créateurs d'emplois quel que soit le niveau du salaire
  - 1 - La Recherche
  - 2 - Toutes les industries de main-d'œuvre
 qu'il faut détaxer.

C'est la RECHERCHE qui crée le PRODUIT  
C'est le PRODUIT qui crée l'EMPLOI

La réduction des charges sociales doit donc s'appliquer à une base de tous les salaires.

## ARRETONS LA DESTRUCTION DE L'EMPLOI : 5 MESURES EFFICACES

### 1 la T.P.S. Taxe Participation Solidarité.

**T.P.S. = x %**

(CA Hors Taxes + 1/12\* Amortissements + 1/12\* Résultats Financiers - Total salaires)

Plus on fait de CHIFFRE D'AFFAIRES

Plus on paie

Plus on automatise

Plus on paie

Plus on joue sur les marchés financiers

Plus on paie

**PLUS ON A D'EMPLOIS**

**MOINS ON PAIE**

© 1998 - Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

### 1 Ou le QUOTIENT Q.a.d. Quotient aménagement et développement

$$Q.a.d. = \frac{\text{Charges Sociales (ligne FZ)}}{\text{Chiffre d'Affaires (C.A.) (ligne FL)}} \%$$

Ligne FL et ligne FZ du compte de résultat de l'exercice - Déclaration DGI 2052

### 2 NOUVELLE TAXE PROFESSIONNELLE

en % du Chiffre d'Affaires HT diminué de la totalité des salaires et charges sur salaires.

**PLUS ON FAIT DE CHIFFRE D'AFFAIRES, PLUS ON PAIE ; PLUS IL Y A D'EMPLOIS, MOINS ON PAIE.**

### 3 TAXATION SOCIALE DE LA GRANDE DISTRIBUTION (MULTI-PRODUITS) NON SPECIALISEE TAXE ANNUELLE A LA SURFACE

au-delà de 3000 m<sup>2</sup> de surface de vente (y compris la galerie marchande appartenant à la grande surface) moins la surface des magasins à la même enseigne dans les communes rurales de moins de 5000 habitants.

### 4 DEVELOPPONS le CAPITAL RISQUE

pour les entreprises de 5 à 1000 personnes.

(Réduction de l'IRPP pour les sommes investies dans le capital des PMI non cotées).

### 5 TAXE C.3.S

Augmentation de la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés.

## DU MEME AUTEUR...

**l'avortement  
industriel**

Gérard  
QUÉVEAU  
auteur

1986

**L'Etat  
responsable**

1988

**Lois économiques**  
d'un pays industriel exportateur

1989

*"ET POUR DES CHÔMEURS  
DE MOINS..."*

Gérard QUÉVEAU

1992

**"ARRÊTONS  
LA DESTRUCTION  
DE L'EMPLOI !"**

Gérard QUÉVEAU

1993

**Le Quotient Q.a.d.**  
Quotient aménagement et développement

$$\text{Q.a.d.} = \frac{\text{CHARGES SOCIALES}}{\text{C.A. HORS TAXES}} \%$$

Gérard QUÉVEAU

1993

*à Madames  
et Messieurs  
les Sénateurs  
et les Députés,*

Gérard QUÉVEAU

1994

**La TVA**

Gérard QUÉVEAU

1995

**"LAISSONS  
LE COMMERCE  
VIVRE"**

Gérard QUÉVEAU

1996

Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

**la T.P.S.**

la **T**axe **P**articipation **S**olidarité

1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> études

1997

Serge DASSAULT - Gérard QUÉVEAU

**EXEMPLES CHIFFRES  
de T.P.S et Q.a.d**

1997

La diffusion du livre est assurée par

**l'Imprimerie JDAULT**

**79440 COURLAY**

**Tél. 05 49 72 20 28**

**Fax 05 49 72 30 38**